

Le tsunami frappe, l'Eglise intervient ! Une étude de cas détaillée sur le Sud de l'Inde

1. Résumé

En dépit de leurs divergences théologiques et de leurs structures organisationnelles différentes, deux entités de l'église locale ont conjugué leurs efforts pendant les cinq premiers jours qui ont suivi une catastrophe soudaine, dans le but d'alléger les souffrances physiques, émotionnelles et spirituelles des populations touchées. La présente étude de cas a pour objectif de montrer la façon dont elles ont mis à contribution leurs compétences et leurs ressources spécifiques pour répondre aux besoins des populations.

2. Le niveau d'intervention

La présente étude de cas porte essentiellement sur les interventions menées aux niveaux des villages, des districts et des états.

3. Les utilisateurs éventuels de l'approche

Les ONG chrétiennes et laïques, internationales et nationales, qui se sont mises à collaborer avec une église bien établie, qui a une grande influence sur les populations touchées. Cette approche peut également être adoptée par les départements de développement des différentes églises.

4. Le problème

Le dimanche, 26 décembre 2004, à 9 heures du matin, un raz-de-marée (tsunami) a frappé, entre autres régions, la zone côtière du diocèse catholique de Kottar, situé dans le district de Kanyakumari, dans l'Etat du Tamil Nadu, au sud de l'Inde. Les établissements humains de 35 villages de pêcheurs situés à faible altitude ont subi d'importants dégâts : selon les estimations, 846 personnes ont perdu la vie, et 1.525 bateaux de pêche et 5.257 maisons ont été détruits. En quelques heures, le décor d'un dimanche matin paisible a cédé la place au chaos total, au deuil et à la confusion.

Le tsunami a touché une zone qui s'étend bien au-delà de l'Etat du Tamil Nadu. Trois autres Etats du sud indien – Kerala, Andhra Pradesh et Pondicherry – ont été touchés ainsi que des territoires de l'Union, dont les Îles Andaman et Nicobar. Le tsunami a eu des répercussions sur 12 pays au total et provoqué la mort d'environ 300.000 personnes.

5. L'objectif de l'intervention

L'intervention de l'Eglise catholique et de l'Armée du Salut avait pour objectif de répondre aux besoins urgents, après le tsunami : secours et aide médicale, inhumations et services socio-psychologiques, nourriture et hébergement.

6. Le contexte

Fondateur de l'Ordre des Jésuites de l'Eglise Catholique, Francis Xavier a débarqué au District du Kanyakumari en 1450. Depuis lors, les communautés de pêcheurs vivant dans cette région côtière ont embrassé à 99 % la foi catholique ; il y a 41 églises pour une population de 160.000 personnes. Ces communautés appartiennent à une seule caste, à savoir celle des Mukkuvar. Depuis des siècles, l'Eglise catholique est au cœur de leur vie religieuse, sociale et culturelle. Même si l'Eglise catholique est fortement établie dans la zone côtière, son influence n'est pas aussi grande dans les régions intérieures de l'Etat où vivent des chrétiens d'autres églises ainsi que des hindous et des musulmans.

L'Armée du Salut s'est installée à Nagercoil, le chef-lieu du District de Kanyakumari, en 1885. A l'heure actuelle, elle gère un hôpital de 300 lits, situé à quelques kilomètres de la côte. Elle y possède 195 corps (églises) constitués de 70.000 personnes environ.

Les pouvoirs publics sont bien représentés au sein des communautés concernées. Kanyakumari étant situé à l'extrême sud de l'Inde, c'est aussi un lieu de tourisme et de pèlerinage.

7. L'historique et le processus

Depuis 1963, il existe au sein du diocèse de Kottar, un département du développement, dénommé la *Kottar Social Service Society* (KSSS). Le bureau du KSSS se trouve dans la cour du domicile de l'évêque sis à Nagercoil. La KSSS est dirigée par un directeur exécutif, comprend neuf services et emploie environ 60 personnes. Elle reçoit des propositions de projet de développement venant des prêtres et de leurs conseils paroissiaux.

Etude de cas détaillée

Ces conseils paroissiaux sont composés de représentants des communautés chrétiennes de base (*Basic Christian Communities - BCC*) dont font partie toutes les familles d'une même paroisse. Il y a un représentant BCC pour 30 familles. Y sont également représentées, les *Pious Associations*, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui se consacrent à des saints de l'Eglise catholique et qui prient et font leur ministère spirituel au sein de la communauté. Les curés président les conseils paroissiaux ; ils jouent également le rôle de correspondants ou de présidents de toutes les écoles catholiques des niveaux primaires, moyens et secondaires faisant partie de la paroisse. Les conseils disposent également d'un fonds, dénommé *Oor Pannam* qui signifie «l'argent du village». Ce fonds s'accroît chaque semaine de par les offrandes faites le dimanche, aux cotisations prélevées sur les prises de poissons et aux revenus tirés de la location de la salle des fêtes pour les mariages et les réceptions. La structure de l'Eglise catholique domine la vie sociale et religieuse des communautés de pêcheurs, tout comme le bâtiment de l'église domine le paysage.

Outre la gestion de l'hôpital, l'Armée du Salut met en œuvre un vaste programme de santé et de développement communautaires par le biais de 70 agents médicaux et d'appui et de 1.000 volontaires qui interviennent dans 370 villages de deux districts. Il convient de préciser qu'aucun de ces agents n'intervenait dans les communautés affectées avant la survenue du tsunami.

Avant la catastrophe, l'Eglise catholique et l'Armée du Salut n'avaient jamais collaboré même si les curés orientaient les paroissiens malades vers l'hôpital de l'Armée du Salut et même si cette dernière avait organisé des camps de soins médicaux dans ces villages côtiers. L'Eglise catholique possède un hôpital de 100 lits ; l'Etat, quant à lui, gère un hôpital de 400 lits.

8. Les étapes de la mise en œuvre

Le 26 décembre 2004, le 1^{er} jour : Secours et réconfort

La première vague déferlante a touché le littoral à 9 heures du matin. Une demi-heure plus tard, l'évêque de Kottar a été informé par téléphone de ce qui s'était passé. Il s'est immédiatement rendu sur la côte en voiture, en compagnie du directeur de la KSSS. Il a visité plus de 20 villages du diocèse qui ont été touchés par le tsunami, avant de revenir à Nagercoil à 18 heures. A quatorze heures, l'évêque a ordonné au directeur de la KSSS de retourner à Nagercoil pour organiser les opérations d'urgence.

Le directeur a rencontré, entre autres, les responsables de l'Armée du Salut qui ont promis de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour soutenir la communauté catholique. L'ambulance de l'Armée a été utilisée pour transporter les corps à l'hôpital public. Les curés ont participé aux opérations de recherche et au secours ; plus tard dans la journée, ils ont commencé à organiser les populations par le biais des conseils paroissiaux pour qu'ils aillent se réfugier dans les bâtiments de l'église ou sur des terrains communaux, loin de la mer.

Pendant ce temps, l'Armée du Salut avait demandé que l'on prépare à manger dans ses cinq foyers et ses quatre centres de développement de l'enfant, sis à Nagercoil. Vers 18 heures, sur trois sites côtiers, les repas ont été livrés avec tous les ustensiles nécessaires pour nourrir 3.000 personnes. Le directeur de la KSSS a envoyé des messages aux associations de la jeunesse catholique du diocèse pour demander des volontaires pour les opérations de secours et de sauvetage. Il a aussi organisé les prêtres qui vivaient et travaillaient dans les locaux de l'archevêché, en comité de secours d'urgence.

Le 27 décembre, le 2^e jour : Distribution de vivres et inhumations

Les curés ont entamé la journée, comme d'habitude, par la messe de 6 h 15 du matin, puis ont commencé à organiser les cérémonies funèbres. L'Armée du Salut a poursuivi son programme de distribution de nourriture et a collaboré avec les pouvoirs publics pour distribuer des vêtements et des couvertures. Les conseils paroissiaux ont ouvert leurs propres cuisines et ont organisé le transport au fleuve pour permettre aux populations de prendre un bain. En réponse à l'appel à l'aide lancé par le directeur de la KSSS, plus de 100 jeunes volontaires se sont présentés au siège de cette organisation, accompagnés d'amis de toutes confessions religieuses. Ils ont été chargés de participer à la recherche des corps et de commencer à nettoyer.



Le 28 décembre, le 3^e jour : Distribution de vêtements et invitation des responsables politiques à une réunion

Les cérémonies funèbres se sont poursuivies. Il y a eu une distribution de vêtements et d'autres effets, en marge du programme de distribution de nourriture. L'évêque a convoqué une réunion des responsables politiques locaux à l'archevêché de Nagercoil. Sept membres de l'Assemblée territoriale et un membre de l'Assemblée nationale ont répondu à cette invitation. Le receveur, qui est le

Etude de cas détaillée

fonctionnaire le plus important du district, s'y est également rendu. Toutefois, ce dernier a été relevé de ses fonctions plus tard dans la même journée, suite à des manifestations de 3.000 pêcheurs organisées par le conseil paroissial de Kanyakumari pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une mauvaise réaction des pouvoirs publics. En conséquence, il a été remplacé par un fonctionnaire plus efficace.

Le 29 décembre, le 4^e jour : Convocation d'une réunion des ONG

En l'absence du receveur et à l'instigation de l'Armée du Salut, l'évêque a convoqué une réunion de l'ensemble des ONG d'Inde et du monde entier, qui étaient arrivées entre-temps. Cette réunion qui a été organisée à l'archevêché a vu la participation de 100 personnes. Elles se sont réunies tous les jours, pendant les 15 jours qui ont suivi. Un mois après, les ONG ont persuadé le nouveau receveur d'organiser ces réunions à la place de l'Eglise catholique. A partir du 4^e jour, l'Armée du Salut a envoyé des denrées alimentaires non-préparées aux camps, puisque les installations de cuisine de la paroisse étaient alors bien en place. A la demande des curés, l'Armée du Salut a mené une enquête sur les pertes subies par les villages de Kanyakumari et de Kadiapattinam. Par ailleurs, 15 conseillers socio-psychologiques de son programme de lutte contre le VIH/Sida ont été dépêchés dans les villages.

Le 30 décembre, le 5^e jour : Convocation d'une réunion des responsables religieux

L'évêque a convoqué une réunion de l'ensemble des responsables religieux de l'Etat – hindous, musulmans, protestants – à l'archevêché pour les inciter à mobiliser des fonds en faveur des communautés touchées. Ces responsables ont fait des contributions très généreuses. Au cours de la réunion des ONG, organisée ce jour-là, l'évêque a attribué des villages à chaque ONG. Ainsi, les villages de Kanyakumari et de Kadiapattinam ont été officiellement placés sous la responsabilité de l'Armée du Salut.

9. La durée

L'intervention décrite dans cette étude de cas ne porte que sur les cinq premiers jours de sauvetage et de secours. En fait, l'intervention de l'Eglise catholique et l'Armée du Salut s'est poursuivie pendant plus trois ans et a porté sur la réhabilitation, la réinstallation, la reconstitution des moyens d'existence et la santé.

10. Les moyens nécessaires

Moyens matériels

L'Eglise catholique :

- Les bâtiments de l'église, de l'école et de la communauté ayant servi à loger les personnes déplacées.
- Les fonds locaux qui étaient immédiatement disponibles – *Oor Pannam* ou «l'argent du village».
- L'accès aux ressources par le biais de la KSSS, la structure de l'Eglise catholique chargée du développement, et de l'Eglise catholique au niveau mondial.

L'Armée du Salut :

- Un hôpital de 300 lits, avec tout son équipement et son personnel médical qualifié.
- Un programme de proximité au niveau communautaire.
- Une ambulance et d'autres véhicules.
- L'accès à 200.000 roupies pendant la première semaine de la catastrophe.
- La nourriture et les ustensiles stockés dans les foyers et les garderies d'enfants.

Les compétences (ensemble de compétences concourant à l'atteinte d'un objectif réel)

L'Eglise catholique :

- Les rôles sociaux et spirituels clairs, tels que définis dans le système du conseil paroissial.
- Le rôle de la KSSS.

L'Armée du Salut :

- Un membre senior du programme de développement communautaire et de santé de l'Armée du Salut siégeait au conseil d'administration de la KSSS ; il a ainsi pu mobiliser les savoirs et réfléchir aux possibilités de collaboration entre les deux organisations.
- Quinze conseillers socio-psychologiques de l'unité chargée de la lutte contre le VIH/Sida.
- Les cuisiniers des foyers.

Autres ressources

L'Eglise catholique :

- Le pouvoir spirituel de l'évêque et des curés de reconforter les survivants et d'enterrer les morts.
- Le pouvoir politique du curé d'une part de mobiliser des ressources nécessaires aux opérations de secours en sa qualité de président du conseil paroissial et de correspondant des écoles, et d'autre part de mobiliser 3.000 personnes pour manifester contre le manque de réaction des pouvoirs publics face au tsunami.
- La position de l'évêque qui lui a permis de convoquer des hommes politiques, des ONG et d'autres chefs religieux à des réunions et de leur demander de l'aide.
- L'influence du curé sur sa communauté, qui a fait que l'ensemble des ONG sont entrées en contact avec lui et le conseil paroissial lorsqu'il s'est agi de travailler avec la paroisse.

L'Armée du Salut :

- Sa crédibilité acquise au terme de plusieurs années de service au profit des pauvres et des malades de la communauté, y compris des catholiques. C'est la raison pour laquelle l'offre d'assistance de l'Armée du Salut faite le premier jour de la catastrophe a été immédiatement acceptée par la KSSS.

Etude de cas détaillée

- La confiance, qui a permis au personnel de première ligne de l'Armée du Salut de promettre verbalement d'importantes ressources pour financer les opérations de secours catholique, sans avoir eu besoin d'arrêter un budget avec le siège de l'Armée du Salut.

11. Les indicateurs de suivi

Le plaidoyer

- Le degré de proactivité de la communauté pour dénoncer la réaction inappropriée des pouvoirs publics en ce qui concerne les secours.

La mise en réseau

- Le degré de participation des ONG aux réseaux et aux mécanismes de coordination, mis en place par l'Eglise catholique.
- Le niveau de soutien apporté par les autres communautés religieuses.

Le projet

La rapidité et l'efficacité dans les domaines suivants :

- Le sauvetage, le réconfort et les inhumations
- L'aide médicale et le traitement des blessés
- Le nettoyage
- La distribution de denrées alimentaires acceptables pour les communautés
- La distribution de couvertures et de vêtements
- Le soutien socio-psychologique

12. L'impact

Sur les communautés concernées

- Elles se sont senties soutenues sur le plan spirituel et affectif par l'Eglise catholique à un moment très difficile et de grande détresse.
- Leurs besoins fondamentaux en matière de logement, de protection et de nourriture ont été satisfaits au cours des jours qui ont suivi le tsunami, puisque l'Eglise catholique et l'Armée du Salut ont collaboré à cet effet.

Sur l'Eglise catholique

- Les interventions ont permis de renforcer l'influence déjà grande du clergé (le curé et l'évêque) au sein de la communauté.
- Le conseil paroissial a confirmé qu'il était un relais efficace pour l'organisation des opérations de secours. Il a acquis des compétences, de l'expérience et a noué des relations avec des organisations extérieures qu'il ne connaissait pas auparavant.

Sur l'Armée du Salut

- Elle a accru sa bonne réputation auprès de l'Eglise catholique, des populations et des pouvoirs publics en confirmant sa détermination et sa mission, comme l'indique sa devise : «*Where there is a need, there is the Salvation Army*» (l'armée est partout où les gens sont dans le besoin).
- Elle a beaucoup appris sur les interventions en cas de catastrophe.

Sur les pouvoirs publics

- Au départ, ils ont perdu de leur crédibilité, eu égard à l'intervention efficace des églises. Ils l'ont toutefois retrouvée lorsqu'ils ont commencé à prendre en compte les préoccupations exprimées lors des manifestations.

13. Les défis

L'Eglise catholique

- Le fait que les populations exigeaient qu'elle pourvoie aux besoins de son «troupeau». Alors que les ONG devaient s'occuper de certains villages, l'église devait répondre aux besoins de toutes les personnes touchées mais n'en avait ni la capacité, ni les moyens.
- L'effort que les prêtres devaient fournir pour résister aux pressions de ceux qui n'étaient pas victimes de la catastrophe mais qui exigeaient qu'on les aide. Ils n'ont pas toujours su résister à cette pression.
- La peine que ces prêtres ont ressentie, notamment l'évêque, lorsqu'ils ont été accusés à tort d'accumuler de l'argent à leur profit.
- La responsabilité d'organiser les autres ONG, en l'absence d'un gouvernement proactif.

L'Armée du Salut

- Le fait de devoir se familiariser rapidement avec les opérations de secours.
- L'étroite collaboration avec une autre organisation si différente d'elle, sur le plan théologique et organisationnel.
- Le fait d'être accusée de ne pas bien s'occuper de ses propres membres, quand elle a dû consacrer beaucoup de son temps à travailler avec la communauté catholique.

La coordination des moyens

- La coordination des moyens importants mis en œuvre – bâtiments, concessions, lits d'hôpital, matériels des foyers, cuisiniers, denrées alimentaires, véhicules, conseillers, prêtres et ressources financières, provenant du niveau local, du district, et des niveaux national et international – pour assurer une intervention efficace.

14. Les questions cruciales et les leçons apprises

- Même si tous les membres de la communauté n'ont pas été directement victimes du tsunami, le système fondé sur la paroisse suppose que l'Eglise catholique s'occupe de tout le monde. Il est par conséquent essentiel de réfléchir à la manière de mettre en œuvre un système équitable de distribution qui prenne en compte les besoins des personnes les plus touchées, sans se mettre à dos les membres de la même communauté qui n'ont pas été touchés par la catastrophe.
- Les ministères et les prêtres de l'ensemble des paroisses doivent suivre le même processus impartial de prise de décision lors de la distribution de l'aide. Ils ont besoin du soutien total de leurs supérieurs et de leurs collègues du conseil paroissial lorsqu'il faut prendre des décisions difficiles.
- Il faut renforcer les relations entre les organisations chrétiennes d'une même localité. En l'occurrence, c'est ce qui s'est passé entre l'Eglise catholique et l'Armée du Salut et qui leur a permis de faire rapidement des progrès à des moments critiques où d'importantes décisions devaient être prises, notamment en ce qui concerne la répartition des ressources.
- On peut favoriser de façon significative la coopération entre ces deux organisations par le biais d'une motivation et une idéologie communes. Dans ce cas précis, l'Eglise catholique et l'Armée du Salut se sont toutes deux engagées, de par leur foi, à servir Jésus Christ en aidant les pauvres. C'était ce lien puissant qui les unissait.
- Pour mener efficacement une opération de secours, il faut mettre en place un système de rôles et de ressources complémentaires en vue de répondre aux besoins au fur et à mesure qu'ils se manifestent.
- Dans le cas d'espèce, la structure de la paroisse de l'Eglise catholique a prouvé qu'elle avait une influence sur d'autres types d'organisations, qu'elles soient humanitaires, politiques ou religieuses.
- La contribution de l'Armée du Salut s'est faite sous forme de services spécialisés et d'expertise appropriée qu'elle a fournis par le biais du système du conseil paroissial.
- Il existe des ressources importantes que la présence d'une église au niveau local peut permettre de mobiliser immédiatement, comme des bâtiments, des concessions, des cuisiniers, de la nourriture, des véhicules, des conseillers, des prêtres, et quelques financements au niveau local.
- Les intervenants de première ligne devraient être habilités à prendre d'importants engagements et d'importantes décisions dans les premiers jours qui suivent la survenue d'une catastrophe soudaine ; ils devraient également être soutenus autant que possible par leurs supérieurs au niveau régional et international. Si ces engagements ne sont pas honorés, on perd rapidement sa crédibilité.
- Les églises locales devraient être formées à la prévention des catastrophes. Si les églises avaient pu apprendre à leurs fidèles à reconnaître les signes annonciateurs d'un tsunami, ou disposaient d'un système d'alerte rapide basé sur l'utilisation de la cloche de l'église pour prévenir les populations du danger, on aurait pu sauver un plus grand nombre de vies.

15. Les possibilités de réplique

La démarche décrite dans la présente étude de cas peut mieux être reprise dans les conditions suivantes :

- Il existe une structure paroissiale bien établie et une communauté majoritairement chrétienne.
- Le prestataire de services jouit de la confiance des autorités paroissiales pour faire face aux besoins.
- Le prestataire de services a accès à des moyens, à une expertise et à des ressources pour faire face aux besoins.

16. Les sources d'information

1. L'Armée du Salut

- Mr. G. Benjamin Dhaya, Director, The Salvation Army CHDP, Catherine Booth Hospital, Nagercoil -629001, Kanayakumai District, Tamil Nadu, South India

2. L'Eglise catholique

- Fr G. Joseph Romald, Executive director, KSSS, Bishop's House, Nagercoil -629001, Kanyakumari District, India
- Fr Leon S. Henson, Parish Priest, Church of Our Lady of Ranson, Kayakumari District, India

3. Tearfund

- Rachel Stevens, Chargée de projets, Equipe d'intervention en cas de tsunami, Tearfund
- Prince David, Représentant de Tearfund en Inde

Auteur: Andrew Bulmer, 2007

Tearfund est une organisation chrétienne de développement et de secours, visant à établir un réseau mondial d'églises locales pour contribuer à l'éradication de la pauvreté